

## Pétitions

(M<sup>me</sup> Erola) qui n'ignore pas que tout le minerai de fer extrait du nord de l'Ontario, et surtout des régions de Témiskaming et de Wawa, est absorbé par l'industrie sidérurgique ontarienne. M<sup>me</sup> le ministre sait aussi que le budget a eu jusqu'à maintenant un impact très négatif sur cette industrie et, maintenant que l'on a annoncé l'abandon du projet Alsands et le retard dans la construction du gazoduc de l'Arctique, nous verrons probablement augmenter de façon considérable le nombre des mises à pied. Le ministre n'est pas sans savoir que plus de 2,000 mises à pied sont déjà prévues pour l'été seulement dans le nord de l'Ontario, et je veux lui demander ce qu'elle entend faire pour ces milliers de métallurgistes et mineurs qui risquent le chômage perpétuel par suite des décisions qui ont été prises au sujet du projet Alsands et du gazoduc de l'Arctique?

**L'hon. Judy Erola (ministre d'État (Mines)):** Madame le Président, le député sait pertinemment que la consommation du minerai de fer n'a pas baissé à cause de l'arrêt de ces projets, mais bien par suite d'un ralentissement mondial dans l'industrie métallurgique. Il sait pertinemment que le gouvernement a lancé un certain nombre de projets pour employer des chômeurs de ce secteur. En fait, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, le ministre ontarien et moi-même collaborons étroitement afin d'assurer grâce à l'article 38 de la loi qu'il y aura du travail pour les mineurs en chômage. Beaucoup a déjà été fait à cet égard.

• (1500)

## LES PROJETS ENVISAGÉS POUR AIDER LES MINEURS EN CHÔMAGE

**M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud):** Madame le Président, Algoma Steel, Dofasco et Stelco s'approvisionnent toutes en minerai de fer presque exclusivement dans le nord de l'Ontario et aux États-Unis. Je rappelle que les commandes d'acier pour le gazoduc du Nord avaient déjà été passées et qu'elles devaient être remplies cet été, à 55 p. 100 par l'usine de Stelco à Welland, Ontario, et à 45 p. 100 par IPSCO, qui utilise du minerai de fer extrait du sol canadien. Compte tenu des fermetures d'usines et des mises à pied d'employés que connaît à l'heure actuelle le secteur du minerai de fer, que compte faire le ministre quand des milliers d'autres mineurs seront menacés de chômage permanent cet hiver en raison de l'arrêt de ces deux projets fort importants?

**L'hon. Judy Erola (ministre d'État (Mines)):** Madame le Président, comme je l'ai expliqué tout à l'heure au député, le secteur du minerai de fer est en grande difficulté un peu partout dans le monde. Il est donc tout à fait injuste d'attribuer toutes ces difficultés à l'annulation de ces deux projets. Le député aurait intérêt à revoir les programmes que nous avons mis en œuvre pour assurer du travail aux mineurs en chômage.

\* \* \*

## PÉTITIONS

## M. FRETZ—LES CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES DE SOINS DE SANTÉ

**M. Girve Fretz (Érié):** Madame le Président, nous, soussignés, citoyens du Canada et habitants de la péninsule du Niagara, et notamment de la circonscription d'Érié, Ontario, souhaitons nous prévaloir aujourd'hui de notre droit séculaire et

incontesté de présenter un grief commun à tous vos pétitionnaires, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède.

Nous, soussignés, un groupe de 77 Canadiens préoccupés, déclarons notre opposition aux mesures budgétaires proposées et qui rendraient imposables aux fins de l'impôt sur le revenu les contributions de l'employeur aux régimes de soins de santé, de soins dentaires et oculaires. Ainsi, nous, soussignés, vos pétitionnaires, vous prions humblement ainsi que le Parlement d'ordonner au ministre des Finances (M. MacEachen) de retirer son projet de loi qui priverait les travailleurs syndiqués d'un avantage, et nous dirions même d'un droit auquel ils ont droit, à juste titre.

**Mme le Président:** A l'ordre. Je dois rappeler aux députés que toute déclaration relative à la pétition doit être extrêmement courte et se borner à informer la Chambre du contenu de la pétition. Le pétitionnaire en elle-même ne doit pas être lue.

**M. Fretz:** Et, comme il se doit, vos pétitionnaires ne cessent d'espérer.

## M. HALLIDAY—LA POLOGNE—LA TENUE D'ÉLECTIONS LIBRES

**M. Bruce Halliday (Oxford):** Madame le Président, j'ai le privilège aujourd'hui de présenter à la Chambre des communes une pétition signée par un bon nombre d'habitants de la circonscription d'Oxford et d'autres Canadiens des environs. Ces Canadiens ont signé la pétition rédigée par la Canadian-Polish Mutual Benefit Society, qui déplore le fait que l'Union soviétique impose sa volonté à la Pologne et qui préconise la tenue en Pologne d'élections libres sous la surveillance des Nations Unies. Les signataires de la pétition exhortent le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) à faire connaître leurs vues aux fonctionnaires appropriés.

\* \* \*

[Français]

## QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

**M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Madame le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes n<sup>os</sup> 3727 et 4225.

[Texte]

Question n<sup>o</sup> 3727—**M. Herbert:**

Quel pourcentage des fonctionnaires du ministère de l'Expansion économique régionale travaillant au Québec ont l'anglais comme première langue officielle?

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** En ce qui concerne le ministère de l'Expansion économique régionale, la réponse est la suivante: Sur un grand total de 616 fonctionnaires travaillant au Québec, 213 (35 p. 100) ont indiqué l'anglais comme leur première langue officielle. La répartition est comme suit: Hull, 198 sur 397, les bureaux régional et provinciaux, 15 sur 219.